

M. Clark (Yellowhead): Sauf que l'Irak compte là-dessus.

M. Brewin: Si le ministre veut bien attendre un peu, j'en aurai bientôt terminé.

Les sanctions et l'isolement politique de l'Irak, si on y met le temps, produiront les résultats escomptés. C'est la première proposition.

Laissez-moi vous en présenter une deuxième.

M. Clark (Yellowhead): Parlez-moi d'isolement politique et comment on y parvient sans moyens militaires.

M. Brewin: Le ministre demande comment nous pouvons réaliser l'isolement sans moyens militaires. Le ministre est obsédé par la Seconde Guerre mondiale.

Il est vraiment tragique que le ministre et les dirigeants de la collectivité internationale n'aient pas été disposés à prendre le temps supplémentaire nécessaire pour comprendre que, si on continue à isoler Saddam Hussein, on obtiendra à long terme les résultats recherchés. En faire un martyr des puissances étrangères internationales sera en soi un problème, mais en dehors de cela le ministre ne tient absolument pas compte des conséquences de la guerre dans cette région. Des civils innocents. . .

M. Clark (Yellowhead): Ce n'est pas vrai.

M. Brewin: Le ministre dit que ce n'est pas vrai. Je voudrais suggérer qu'il n'a pas su établir un équilibre entre le coût d'une intervention militaire et le but recherché.

Le but recherché est finalement de ramener Saddam Hussein à la raison, de lui faire quitter le Koweït et d'obtenir le genre de solution dont a besoin la collectivité internationale. Tous les faits prouvent que les sanctions seront efficaces si on leur donne le temps d'agir. Réduire les sanctions prématurément comme le propose la résolution de l'ONU aura en fait comme conséquence de nous pousser à la guerre beaucoup plus rapidement.

C'est la théorie du bluff. Je sais que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures est un pacifiste, et je soupçonne que, en son for intérieur, il croit à cette théorie du bluff et que si le Conseil de sécurité adopte cette résolution d'une manière ou d'une autre d'ici le 15 janvier, Saddam Hussein comprendra ses erreurs et fera machine arrière. Le problème avec le bluff, monsieur le Président, c'est que Saddam Hussein semble être le genre de personne qui pourrait fort bien mettre la collectivité internationale en demeure d'agir.

Initiatives ministérielles

D'après le secrétaire d'État lui-même, il est important que Saddam Hussein sache que nous ne bluffons pas. Une résolution aux Nations Unies n'atteindra pas cet objectif. Aucune résolution ne donnera ce résultat, parce que j'imagine qu'il continuera d'être persuadé que nous bluffons, et il sera très tenté de forcer les États-Unis à dévoiler leur jeu. C'est de cette façon qu'il semble procéder.

D'autre part, le risque découle de ce que la communauté internationale s'est fixé une date au-delà de laquelle elle doit bouger. S'il force celle-ci à montrer son jeu, le président Bush et les autres n'auront plus le choix. Ceux, aux États-Unis, qui veulent la guerre seront contents. Qu'arrivera-t-il s'il n'a pas encore bougé le 16 janvier? Qu'arrivera-t-il s'il n'a pas bougé le 17 janvier?

Le ministre dit que cette date n'est pas une date limite qui pourrait être interprétée comme un ultimatum et risquer d'aller précisément à l'encontre de l'objectif visé, monsieur le Président. Il ne devrait pas y avoir de date limite. Il faut laisser aux sanctions toutes les chances de donner des résultats; c'est le message qui devrait être transmis à la communauté internationale.

Des voix: Bravo!

M. Brewin: Monsieur le Président, il importe évidemment d'examiner soigneusement les répercussions de la décision de tous les membres permanents du Conseil de sécurité, à l'exception peut-être de la Chine, d'approuver, semble-t-il, la résolution.

Permettez-moi de faire une brève comparaison entre l'expérience des membres permanents du Conseil de sécurité et celle du Canada, et de dire que notre perspective et notre expérience différentes valent aussi quelque chose et doivent être exprimées de façon claire et indépendante aux Nations Unies.

Il est possible que, de par leur nature et leur histoire, les superpuissances voient d'un oeil différent le recours à la force militaire. Au cours de leur histoire, elles ont toutes voulu, à leur façon et à un moment ou l'autre, avoir recours à la force militaire pour parvenir à des solutions politiques. On n'a qu'à penser aux États-Unis au Vietnam et ailleurs comme au Panama et à la Grenade plus récemment. Il y a également la Grande-Bretagne en Argentine, la France avec ses essais nucléaires dans le Pacifique, et l'Union soviétique en Afghanistan.

• (1650)

Au Canada, je prétends que nous avons une histoire bien différente. Or, il est essentiel que cela se reflète aux Nations Unies. Dans notre cas, ce n'est que lorsque nous